

en a commué. Il n'était nullement nécessaire de présenter la question une deuxième fois. D'après divers sondages dont le plus récent était celui de l'Expo, la population du Canada veut le maintien de la peine de mort. Comme je l'ai dit, le gouvernement est maître de la situation. Le premier ministre a traité de barbares les antiabolitionnistes. Sans avoir l'éloquence de l'honorable député de Queens j'aimerais dire que cette attitude chez le premier ministre est très injuste. Je crois qu'elle est également injuste à l'égard de ces juges qui appliquent dûment la loi depuis des années en condamnant à mort les meurtriers.

Puisque la question a été présentée pour une deuxième fois il est très difficile d'éviter les répétitions. J'aimerais parler un instant d'un abolitionniste convaincu qui a cité la Bible. Je lui rappelle que nous pouvons citer bien des passages de la Bible à l'appui de la peine de mort pour un meurtrier. Je dois dire que ce député a prétendu—ce qui m'a paru plutôt étrange—qu'il y avait des gens trop lâches pour se suicider et qui assassinent quelqu'un sachant qu'ils seront mis à mort en retour. C'est leur façon de se suicider. Ce raisonnement, le plus ridicule que j'aie jamais entendu, a été invoqué ici même par un député à l'appui de l'abolition. Ce qui rend ce raisonnement encore plus ridicule c'est que quiconque adopte cette façon de se suicider devra attendre longtemps sous le gouvernement actuel avant d'atteindre le but désiré parce qu'il a commué toutes les peines. Je prie le solliciteur général d'en tenir compte et de ne pas se laisser emporter par l'émotion si le vote avait l'issue qu'il mérite et que l'on maintienne la peine capitale.

● (4.20 p.m.)

Nombre de mes amis sont dans la police et j'ai pour eux beaucoup de respect, mais je ne connais aucun garde de prison. Il faut dire qu'au Cap-Breton, nous nous intéressons peu aux prisons; elles ne nous sont pas indispensables. Cependant, je me demande comment le gouvernement peut présenter une mesure destinée à protéger deux classes de citoyens en faisant fi totalement des autres au sujet desquels le solliciteur général pourrait être bien plus bouleversé s'ils étaient victimes d'un crime. De pareils cas bouleversent beaucoup plus que le meurtre des agents de police ou des gardiens de prisons. Si l'on maintient la peine capitale dans les cas de meurtres de

policiers et de gardiens de prisons, il faudrait aussi inclure, comme l'ont dit d'autres députés, leurs amis et parents.

Le député de Queens a relevé aussi l'accusation d'obstruction, et on en a fait un peu cet après-midi. Du fait que certains députés défendent un point de vue, ils sont priés de s'asseoir, de se taire et on réclame le vote. J'accepte l'accusation d'obstruction, lancée d'en face, pour la seule raison que je vais la retourner sur-le-champ contre le gouvernement.

Le gouvernement fait de l'obstruction au Parlement depuis qu'il a saisi de nouveau la Chambre de cette question. Il a différé d'importantes questions pendant que le Parlement discute d'une affaire sur laquelle il s'est déjà prononcé. C'est la forme d'obstruction la plus manifeste que la Chambre ait jamais vue. Tout en imposant de force cette question à la Chambre, le gouvernement lance des accusations d'obstruction à d'autres égards.

Il se préoccupe des meurtriers condamnés aux dépens d'une foule de citoyens innocents et respectueux des lois, qui sont aux prises aujourd'hui avec des problèmes qui réclament une attention immédiate. Le premier ministre et les autres ministres de la Couronne nous rappellent constamment que le temps de la Chambre est précieux. J'accapare le temps de la Chambre maintenant pour signaler au gouvernement que je n'ai jamais été témoin ici d'un cas plus flagrant d'obstruction. Je le répète, les redites sont inévitables sur cette question. Pourtant, le gouvernement refuse de s'attaquer aux problèmes qui se posent pour nos citoyens soumis aux lois.

Je pourrais accaparer le temps de la Chambre pour donner au ministre bien des raisons pour lesquelles le Parlement n'aurait jamais dû être saisi de cette question. Le gouvernement parle de ses préoccupations à ce sujet, mais ce qui aurait dû le préoccuper par-dessus tout, c'est ce qui s'est passé la fin de semaine dernière, quand une foule de 20,000 personnes s'est rassemblée dans la ville de Sydney pour exprimer son angoisse au sujet d'un problème dont le gouvernement pourrait et devrait s'occuper au lieu de consacrer son temps aux criminels convaincus de meurtre. Cette question-là a été tranchée, et pourtant le gouvernement n'a d'aucune façon réalisé les vœux du Parlement ou appliqué la loi du pays.